

Élections législatives

Les employeurs de l'ESS appellent le futur gouvernement à un changement de méthode et au consensus

L'UDES appelle à la reconnaissance du rôle majeur des partenaires sociaux et à la création d'un ministère de l'économie sociale et solidaire (ESS) rattaché à Bercy.

« Il est de la responsabilité du futur gouvernement de renouveler l'exercice du pouvoir par la pratique du consensus au niveau du Parlement mais aussi de la société civile. Ce changement ne peut se faire sans les partenaires sociaux, sans les employeurs de l'ESS qui représentent 14 % de l'emploi privé en France », Hugues Vidor, président de l'UDES.

Avec 220 000 structures employant 2,6 millions de salariés, l'économie sociale et solidaire doit être enfin pleinement reconnue pour son action et son rôle à la fois social et économique dans notre pays. L'ESS mérite donc un ministre de plein exercice rattaché à Bercy.

Les employeurs de l'ESS, acteurs économiques garants de la cohésion sociale

Les citoyennes et les citoyens sont pleinement mobilisés pour défendre les valeurs de la République. Ce réveil des consciences témoigne de la vitalité de la démocratie française, de sa société civile et de ses corps intermédiaires qui se sont engagés avec volontarisme durant la période.

Un des autres enseignements importants des élections législatives est la persistance de la fracture du pays qui est à l'œuvre depuis de nombreuses années. Réinvestir les territoires passe par un soutien accru aux structures de l'ESS qui sont des acteurs majeurs de la cohésion sociale et économique du pays.

Les employeurs et les entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire, fidèles à leur histoire et à leur valeurs -équité, solidarité, responsabilité et utilité sociale-, se tiennent prêts à investir les nombreux chantiers qui attendent la société et les employeurs.

L'UDES s'engage à poursuivre, sur la base de propositions concrètes, le dialogue avec l'ensemble des parties prenantes. Elle sera un partenaire exigeant prêt à construire des alliances en vue de refondre le contrat social.